Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines

Actes Réglementaires

Arrêté n°1948 du 20 Octobre 2011 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité Technique Sectoriel chargé du Pétrole, de l'Energie et des Mines.

Article Premier: Le Présent arrêté a pour objet de définir les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité Technique Sectoriel (CTS) chargé du pétrole, de l'Energie et des Mines. Cette structure technique d'appui au Comité technique de Lutte contre la Pauvreté (CTLP) est instituée conformément aux dispositions du décret n°103-2007 du 12 avril 2007 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n°031-2005 du 18 avril 2005 portant organisation du dispositif institutionnelle de formulation, mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la pauvreté (CSLP).

Article 2: Conformément aux dispositions du décret n°103-2007 du 12 avril 2007, le CTS est un outil d'aide à la décision placé auprès du Ministre et sert de « point focal » secteur pour le suivi du CSLP.

Article 3: Le CTS est présidé par le Directeur des Etudes et du Développement au Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines – MPEM, et composé des membres suivants:

- Le directeur des Etudes et du Développement / MPEM;
- Le Directeur de l'Electricité et de la Maitrise de l'Energie / MPEM;
- Le Directeur Hydrocarbures Raffinés / MPEM;

- Le Directeur Hydrocarbures Bruts / MPEM;
- Le Directeur des Mines / MPEM;
- Le Directeur de la Police des Mines/ MPEM;
- Un représentant du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;
- Un représentant du Ministère Equipement et Transport;
- Un représentant du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime;
- Un représentant du Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et du Développement Durable;
- Un représentant du département électricité de l'Autorité de Régulation – ARE;
- Un représentant de la Commission Nationale des Hydrocarbures;
- Un représentant de la SNIM;
- Un représentant du Comité National pour l'initiative pour la transparence des Industries Extractives – CNITIE;
- Un représentant du secteur privé minier;
- Un représentant de la Banque Mondiale;
- Un représentant de l'Agence Française pour le Développement;
- Un représentant de l'Union Européenne;
- Un représentant de l'Union Européenne;
- Un représentant du Programme de Nations Unies pour le Développement – PNUD.

Les représentants du département constituent le noyau dur du CTS.

Article 4: Le noyau dur du CTS prépare la contribution du département au suivi du CSLP et la soumet à l'approbation du comité élargi aux autres membres du CTS.

Article 5: Le secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de l'application du

présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.